

Compte-rendu du Groupe de travail Biodiversité et Économie

Jeudi 7 septembre 2023

6^e séance

Thème central : Cartographier ses chaînes d'approvisionnement

Au MHN

Sous la présidence de Claire VARRET (EDF) et Didier BBIN (CIRAD/MAB)

 [Replay YouTube](#)

Déroulé :

- Présentation de l'actualité par **Claire VARRET**, Cheffe de mission biodiversité à la Direction Impact du groupe [EDF](#)
- Présentation de la nouvelle Plateforme *Entreprises & Biodiversité* par **Sylvie GILLET**, Directrice du Développement et de la priorité Biodiversité & Économie chez ORÉE et **Nawale BENELHABIB**, Chargée de mission Biodiversité & Économie chez ORÉE
- Thomas JULLIEN**, Responsable "Filières Biologiques" et "Biodiversité", [La Coopération Agricole](#)
- Guillaume NEVEUX**, Fondateur et Associé, [I Care](#) & **Stéphane LACLAU**, Responsable de Projets Scientifiques / Biodiversité, [Pierre Fabre](#)
- Yannick NGUYEN**, Responsable RSE & agriculture et forêt durables, [Nestlé](#)

Pour plus de précisions, se reporter aux supports de présentation

Participants (en distanciel et en présentiel)

NOM	PRÉNOM	FONCTION	STRUCTURE	Mode
BANCOURT	Fanny	Consultante stratégie RSE & Biodiversité	BL Évolution	Présentiel
BARA	Thierry	Responsable Environnement	Enedis	Présentiel
BENELHABIB	Nawale	Chargée de mission Biodiversité et Économie	ORÉE	Présentiel
BENOIST	Alexandre	Consultant senior - Référent biodiversité et faune agricole	Agrosolutions	Distanciel
BILLET	Pierre	Chargé de mission	GRTgaz	Distanciel
BOMSTEIN	Héliabel	Manager Biodiversité	Utopies	Présentiel

BOUCHER	Amandine	Responsable RSE	Econotone	Distanciel
BOURMEAU	Elise	Directrice Conseil Stratégies RSE & environnementales	Greenflex	Présentiel
BRAHMI	Sirine	Ingénierie environnement EDF	EDF	Distanciel
CARDON	Émilie	Chargée d'affaires biodiversité	RTE	Distanciel
CHAPALAIN	Maud	Chargée de mission entreprises et biodiversité	Région Pays de la Loire	Distanciel
CREMEZI-CHARLET	Cora	Experte bruit, qualité de l'air, biodiversité	SNCF	Présentiel
CRISTOFINI	Pauline	Responsable Biodiversité	Nestlé France	Distanciel
DAYMIER	Sarah	Consultante	Square Management	Distanciel
de GOROSTARZU	Bénédicte	Directrice RSE	Terideal	Présentiel
DELABIE	Matthieu	Coordonnateur Biodiversité Finance et Instruments Économiques	OFB	Distanciel
DE ZUTTER	Caroline	Ingénieur de recherche	ENGIE Lab CRIGEN	Distanciel
DECHAMP	Lina	Développement Durable	Michelin	Distanciel
DESCHANEL	Noé	Chargé de mission "Entreprises engagées pour la nature"	OFB	Distanciel
DIVERSY	Isabelle	CSR manager	Engie	Distanciel
DUPONT	Maxime	Directeur de projet - Conseil et stratégie biodiversité	ARP-Astance	Présentiel
FAURE-ROCHET	Odile	Chargée de mission	Région Auvergne-Rhône-Alpes	Distanciel
FRAISSE	Henri	Président	FIDAREC	Présentiel
GILLET	Sylvie	Responsable du pôle « Biodiversité et Économie » et Directrice du Développement	ORÉE	Présentiel
GRAMMATICO	Jessica	Chargée de communication	ORÉE	Présentiel
GUEZELOT	Marie	Chargée de mission développement durable et affaires publiques	PAPREC	Présentiel
HADDON	Matt	Partner, Global Lead Biodiversity, Nature & Water	ERM	Présentiel
HAMELIN	Jean-Charles	Responsable RSE	EUROGERM	Présentiel
HANNE	Sophie	Référent RSE	DEKRA INDUSTRIAL	Distanciel
JULLIEN	Thomas	Responsable "Filières Biologiques" et "Biodiversité"	La Coopération Agricole	Présentiel
LACLAU	Stéphane	Responsable Scientifique	PIERRE FABRE	Distanciel
LEMAITRE	Charles-Frédéric	Référent biodiversité/relation institutionnelle	Vicat	Présentiel
LUMBERS	Stéphanie	Directrice DD	FEBEA	Distanciel
MAGDELENAT	Canddie	Directrice de projet	Transitions	Distanciel
MENARD	Sophie	Nature Lead	ERM	Présentiel
MOREAU	Johanna	Responsable biodiversité	CEMEX	Présentiel

MOULE NGUYEN	Stephanie	Responsable environnement	Veolia RVD	Présentiel
MOYSSET	Robin	Sustainability Manager	Accor S.A.	Distanciel
NEVEUX	Guillaume	Fondateur et Associé	I Care	Présentiel
NGUYEN	Yannick	Responsable RSE & agriculture et forêt durables	Nestlé	Distanciel
PAUCHARD	Quentin	Responsable RSE & économie circulaire	La Coopération Agricole	Présentiel
PENAUD	Olivier	Délégué développement durable	MNHN	Présentiel
QUILICHINI	Virginie	Chef de projet Biodiversité	ENGIE	Présentiel
RAKOTOFIRINGA	Lynda	Consultant RSE	Tennaxia	Distanciel
REY	Jordan	Responsable RSE	Hermès	Distanciel
RUPIN	Mathilde	Développement Durable	AgroMousquetaires	Distanciel
SAINT-SIMON	Cécile	Chargée d'études environnement	RTE	Distanciel
SAVINA	Virginie	Coordinatrice Développement Durable	BOUYGUES	Présentiel
THOMAS	Quentin	Responsable Biodiversité	Engage	Présentiel
TROMETTER	Michel	Chercheur	INRAE	Distanciel
VARRET	Claire	Cheffe de mission biodiversité à la Direction Impact	EDF	Présentiel
VILLAUDIERE	Sylvianne	Vice-Présidente	FFGolf	Distanciel
VOLAND	Chloé	Chargée de mission RSE	EUROGERM	Présentiel

Actualités nationales et internationales

CSRD

- Adoption le 31/07/2023, par la Commission européenne, de la [version finale des normes de reporting de durabilité](#) dans le cadre de la directive CSRD.
Le texte est complété par deux annexes, [ici](#) et [là](#), et par une [FAQ](#). Il doit être approuvé par le Parlement européen. Publication au JOUE prévue en décembre.
- Peu de modifications par rapport à la version du 09/06/2023 malgré les 604 retours faits par les institutions et entreprises.
- La principale modification concerne la matérialité : une justification de la non matérialité des sujets climatiques est nécessaire et la matérialité des informations requises par la directive SFDR (reporting réalisé par les acteurs financiers alimenté par les données de la CSRD) doit être explicitée dans le rapport.
- Pour la biodiversité, les plans de transition ne sont plus obligatoires.
- Textes traduits en français (traduction qui pourra être modifiée lors de la publication au JOUE en décembre) : incidence vs impact ; importance vs matérialité...
- Cohérence tranchée entre la CSRD et les différents textes relatifs à la finance durable (SFDR, le règlement benchmark ou encore les obligations de reporting des banques): ce sont les indicateurs ESRS qui viendront alimenter les reportings financiers, et pas le contraire, sous réserve de matérialité.
- Interopérabilité entre les standards ESRS et ceux de l'ISSB avec un "haut niveau d'alignement". Les standards ISSB (*International Sustainability Standards Board*), publiés en juin 2023, reposent sur une approche de matérialité financière, alors que les standards ESRS prennent également en compte l'impact des activités. L'Efrag a d'ores et déjà publié un [tableau d'interopérabilité](#) entre les standards ESRS et ceux de l'ISSB.

- Préparation de guides, non réglementaires, pour accompagner les normes (demande de la Commission à l'EFRAG). Les guides sur la chaîne de valeur et la matérialité devraient paraître en fin d'année.
- Préparation de normes sectorielles (qui seront réglementaires) (parmi la [liste des secteurs](#) : *Mining & Coal Mining ; Road Transport ; Food & Beverages ; Energy Production & Utilities ; Oil & Gas...*)

SASB (*Sustainability Accounting Standards Board*) – IFRS (*International Financial Reporting standards*)

- Nouvelle version de 77 normes sectorielles (versions précédentes 2018).
- Ces normes sectorielles vont largement inspirer l'Europe puisqu'une interopérabilité est prévue entre les 2 systèmes normatifs.

TNFD

- Parution de la [version finale](#) le 18 septembre 2023, lors de la *NY Climate Week*.
- Parution de guides supplémentaires ultérieurement

Cadre mondial pour la biodiversité (GBF)

- Création du fond-cadre mondial pour la biodiversité en août 2023

SNB 2030

- 1^{ère} version de la SNB parue en mars 2022
- Version complétée pour décliner les objectifs du cadre mondial de la biodiversité (COP 15 – déc 2022) au niveau national.
- Deux documents : document "[chapeau](#)" présentant les axes de la stratégie et document présentant les [39 mesures](#) déclinant ces axes.
- SNB placée sous la supervision du secrétaire général à la Planification écologique, Antoine Pellion.
- La SNB s'appuie principalement sur le cadre juridique existant ou en discussion au niveau européen
- Calendrier de consultation :
 - 20 juil. : présentation au Comité national biodiversité (CNB) par les Ministres et le Secrétaire général à la Planification écologique
 - Le calendrier a été révisé :
À partir des 285 pages de la SNB, un Groupe de travail dédié a procédé à l'élaboration d'un avis de 50 pages, dont 17 recommandations clés, qui ont été soumises aux membres du CNB pour recevoir des amendements jusqu'au 27 septembre. Une 6e version du projet d'avis est en cours de finalisation qui devrait être transmise le 9 octobre. C'est le 16 octobre qu'une réunion plénière du Comité se tiendra avec une présentation de l'avis, des échanges et un vote.

Compte-rendu des questions/réponses à la suite des interventions

Intervention de Thomas JULLIEN, Responsable "Filières Biologiques" et "Biodiversité", [La Coopération Agricole](#)

Qu'en est-il d'une demande de la part des agriculteurs vis-à-vis de l'outil Agribest ? Y voient-ils un potentiel économique ou une opportunité de faire du *business* ?

La Coopération agricole

- Nous travaillons actuellement avec une coopérative dont un des clients qui est à la tête d'une filière « pâtes » souhaiterait tracer ses matières premières agricoles avec des critères biodiversité. Nous ne savons pas encore si nous utiliserons l'outil [Agribest](#) ou une autre méthodologie. La question principale liée à ce projet est de savoir comment tracer la qualité biodiversité de la production agricole. La même problématique est rencontrée sur la production de lait bio et plus largement sur la production en agriculture biologique.
- L'outil Agribest ne scanne pas des systèmes (agriculture biologique, conventionnelle, etc.) mais des pratiques. Il arrive que des producteurs n'étant pas dans un mode d'exploitation biologique obtiennent des scores supérieurs à d'autres qui le sont.
- Avec l'Association Nationale Interprofessionnelle du Bétail et des Viandes (Interbev), nous collaborons dans le cadre d'un projet visant à assurer le renouvellement des générations d'agriculteurs. Dans la région Pays de la Loire, nous tâchons de montrer que la filière bœufs allaitants génère du bien-être animal et de la biodiversité. Dans ce secteur, il faut également travailler sur la question du carbone. Nous travaillons donc avec ces acteurs pour savoir comment déployer l'outil Agribest sur le territoire. De plus, un fonds de dotations financé par des entreprises permettra l'installation de jeunes agriculteurs.
- Nous développons un projet avec une coopérative portant une marque française connue de légumes. Nous allons essayer de tracer à l'aide d'Agribest la qualité de leur biodiversité.

Question : Quelle est la part d'agriculteurs bio au sein de la Coopération Agricole ? Quelle est la part labellisée en Agriculture biologique ? Que cela représente-t-il en termes de chiffre d'affaires ?

- **La coopération agricole :** Nous possédons 2 300 coopératives dans notre réseau dont 760 développent des filières biologiques. Toutes ne sont pas entièrement bio, elles sont mixtes avec la présence d'autres filières dites conventionnelles pouvant posséder certains labels. Il est difficile de s'exprimer en chiffre d'affaires car nous n'avons pas encore tous les résultats d'une étude réalisée à ce propos. Cependant, en termes de volume, en France nous récoltons 25 à 30% du lait bio, 70% des grandes cultures bio, 30% des œufs bio, légumes et volailles. De plus, un grand nombre d'outils utilisés par des coopératives aide d'autres filières qui ne sont pas organisées en coopératives.

Question : Quel programme avez-vous sur le point de la biodiversité des sols ?

- **La coopération agricole :** En France il y a un fourmillement de connaissances sur le sujet. Notre rôle est de parvenir à amener cette connaissance à l'échelle d'une coopérative ou d'un agriculteur mais nous avons encore du mal à pousser ces sujets. Nous réfléchissons aux outils adéquats. Ce qui est proposé aujourd'hui est de faire des analyses de sols tels que des tests de bêche dont les protocoles sont pilotés par le MNHN et l'OAB. Mais il ne s'agit pas vraiment de la réponse à la question que l'on se pose. L'outil Agribest permet notamment de regarder l'impact des pratiques agricoles sur la préservation et la structure des sols. Cela reste un début, si nous devons aller plus loin on le fera. Cependant on s'aperçoit que des agriculteurs sont très loin de l'outil. Pour nous les vrais sujets, ce sont l'utilisation des produits phytosanitaires et l'utilisation des sols. Nous savons que la société nous interroge sur ces sujets-là, à juste raison.

Interventions de Guillaume NEVEUX, Fondateur et Associé, [I Care](#) & Stéphane LACLUA, Responsable de Projets Scientifiques / Biodiversité, [Pierre Fabre](#)

Par analogie aux analyses du cycle de vie (ACV), est-ce qu'il y a une minimisation de l'empreinte environnementale ? S'il y a minimisation peut-on voir s'il y a une régénération avec ces outils ? Est-ce que l'équivalent d'une unité fonctionnelle a du sens dans ce genre d'approche ? Est-ce que tel qu'en cosmétique où il est extrêmement difficile de démontrer l'efficacité des produits au vu de la diversité des individus et des conditions d'utilisation, on minimise systématiquement ? Dans un monde idéal où on aurait des données exactes, aurions-nous les clés pour bien les utiliser ?

- **Pierre Fabre** : Les modèles existants sont basés sur des ACV, mais seulement sur quelques matières premières et filières. C'est ensuite à l'entreprise d'évaluer dans ce qui n'est pas modélisé, quelle ACV pourrait être la plus proche de sa filière et prise pour référence. C'est ce qu'on a essayé de faire lors de nos réunions de travail avec I Care. Par exemple il n'existe pas d'ACV sur la filière de Chardon-Marie. Nous nous sommes donc demandés quelle était la filière de plante similaire en terme de culture et de rendement. Il y a de l'extrapolation mais nous avons essayé de faire les choix les plus justes possible
- **I Care** : C'est la logique de proxy.

Quel est le niveau d'incertitude du Global Biodiversity Score (GBS) ? Sommes-nous sur une incertitude d'environ 30% comme un bilan carbone ? Merci pour ce cas concret, cela se rapproche beaucoup de notre modèle d'affaires.

- **I Care** : Il y a en effet des incertitudes dans plusieurs méthodes dont le GBS (ACV, Corporate Biodiversity Footprint etc.). Il y a une incertitude sur les données d'entrée et sur les facteurs d'impacts. Nous avons des bases, des multiplications et des sommes de tout ça. Il est vrai que ces méthodes sont encore incertaines. Mais il est important de voir si les résultats qui en sont issus sont comparables dans le temps, s'il y a une réduction effective des impacts. Si c'est le cas, elle va se voir dans le modèle peu importe l'incertitude du modèle. Un des points de faiblesse de ce type de modèle sur lesquels on travaille beaucoup c'est lorsqu'il y a une addition des pressions et qu'on veut les comparer entre elles. Cela amène des incertitudes assez fortes. Nous tâchons d'éviter de faire du double-comptage. Ces pressions s'exerçant sur un modèle dynamique, se pose la question de leur combinaison. Il ne s'agit pas de pure mathématique donc il y a plus d'incertitudes encore que pour le carbone. C'est pour ça que dans Science Based Targets for Nature (SBTN), les pressions sont présentées en silos pour éviter qu'elles n'empiètent les unes sur les autres. En effet, par un effet de pondération, il se peut que les progrès affichés soient erronés. Il faut maintenir nos raisonnements avec des données les plus factuelles possibles et cela notamment avec des outils d'impacts un peu plus simplifiés qui sont de simples indicateurs nous permettant d'essayer de résoudre cette complexité. Il ne faut ainsi pas les prendre pour une vérité absolue.
- **ORÉE** : Le mot « incertitude » ou « incertain » n'est pas forcément compris de la même manière selon qu'un scientifique/ingénieur ou un dirigeant/PDG l'utilise. La science procède par corrections et par incertitudes. Il faut donc être prudent lorsque que ce terme est utilisé avec un dirigeant d'entreprise car cela peut freiner la volonté d'agir pour la biodiversité. Il faut restituer et recontextualiser le terme d'« incertitude » parce que selon le contexte et l'interlocuteur il n'aura pas la même signification. Dans le cadre de l'évaluation d'une empreinte

biodiversité, le mot « incertitude » ne signifie pas que les résultats ne sont pas fiables. Il faut être plus assertif auprès des décideurs.

- Un participant rappelle à cette occasion qu'en suivant un séminaire sur la genèse des normes comptables, on constate que l'on a adopté historiquement des modes de représentation de ce qui peut être compté et à partir de ces choix des règles strictes de représentations ont été établies. L'outil le plus communément utilisé est la représentation financière. C'est en modifiant ce système de représentation performatif qu'on a des chances de changer le regard collectif sur les enjeux. D'où le travail mené en termes de recherche, le modèle [CARE](#) et d'autres. Il s'agit d'outils qui vont venir modifier les représentations des systèmes financiers globaux. Sans rentrer dans les détails, la question est de faire entrer du capital naturel dans le bilan et en complément du capital financier. Voir la publication d'ORÉE conjointement avec l'ORSE : [*La comptabilité intégrée, un outil de transformation de l'entreprise à la portée de tous.*](#)
- **I Care** : A l'instar des enquêtes policières, nous réunissons des éléments convergents, des faisceaux de preuves. Même si la certitude n'est pas totale, le verdict est fiable. C'est notre devoir de maîtriser un vocabulaire polyvalent. Dans le cercle des sachants, il est préférable de ne pas cacher des aspects des calculs. Il est cependant compliqué de communiquer à des Directions des Affaires Financières (par exemple) que les chiffres risquent de varier de 10 à 15% d'une année sur l'autre au vu de l'amélioration continue des méthodologies. Iceberg data Lab, l'un de nos partenaires fournisseurs de données pour les acteurs financiers, nous fait part de plusieurs institutions financières ayant commencé leur reporting depuis près de 2 ans ne souhaitant pas que le système méthodologique évolue car il s'avèrera difficile pour eux d'expliquer les changements de résultats. C'est ce qui est compliqué dans la massification de l'usage de ces outils, cela augmente la demande de changements qui peuvent s'avérer difficile à suivre et adopter.
- **ERM** : Il y a un vrai sujet sur l'incertitude. Avec le prisme de l'économie de l'environnement, il est préférable d'aborder le sujet sous la forme de probabilités. Ensuite, les experts en évaluation d'empreinte biodiversité formulent des hypothèses et les majorent via des proxy. Cela permet d'éviter certains contre-effets lorsque qu'il y a un gain en granularité sur des données. Plus les données sont précises, plus cela entraîne un gain de précision et le passage d'une échelle globale de proxy à une échelle plus locale qui se construira au fur et à mesure des années. Il faut garder en tête que les standards ESRS prévoient un pourcentage de transparence évolutif au fur et à mesure des années. Il ne faut donc pas se mettre trop la pression car il ne sera pas impératif d'avoir 100% des données demandées pour le reporting 2025 sur l'exercice 2024. Il est cependant important de monter en connaissances en ce qui concerne sa chaîne de valeurs pour préciser ses données et avoir une vision globale donnant lieu à une trajectoire qui, elle, est primordiale. Par exemple, sur un type d'approvisionnement spécifique d'une matière première on fait jouer les volumes et provenances et on obtient des scénarios qui sont différents. Cela permet aux entreprises de se diriger dans une voie plus précise.

Comment avez-vous démarré avec vos fournisseurs ? Comment comptez-vous les impliquer ? Comptez-vous commencer à réduire votre impact au-delà d'une amélioration du calcul ?

➤ **Pierre Fabre** : C'est tout l'enjeu oui. Cette mesure sur l'activité 2022 a pour objectif de comprendre nos impacts et d'avoir des recommandations pour améliorer nos pratiques. On a déjà commencé à réfléchir sur certaines actions. Un produit cosmétique est composé de beaucoup de matières premières différentes. Sur le packaging, nous mettons en place des actions qui vont viser à diminuer notre impact sur la biodiversité(en utilisant du pack recyclé, on a une trajectoire qui a été calculée pour avoir un scénario d'ici 2030, qui nous permettra de diminuer notre empreinte biodiversité). Nous avons également une stratégie carbone qui est calée sur l'accord de Paris. Cette stratégie contient des actions auprès des fournisseurs que l'on a identifiés car stratégiques pour nous et ayant un impact carbone considérable. Ensuite nous travaillons aussi sur l'économie circulaire au niveau de nos matières premières agricoles afin de diminuer notre emprise au sol. Nous souhaitons également améliorer la traçabilité de nos commodités, en réalisant des audits, et par des questionnaires et en mettant en place des plans d'amélioration avec les fournisseurs avec lesquelles nous sommes en relation.